

Numéro de consultation :

**25-UG04-AC-15**

Procédure de passation :

**Procédure formalisée (articles L2124-2 et R.2124-2 et R2162-3)  
Accord-cadre mono-attributaire à bon de commande (articles  
R.2162-7, R.2162-8, R2162-13 et R.2162-14 du Code de la  
commande publique)**

<p><b>Fourniture de denrées et prestations de services connexes pour le restaurant de l'EHPAD de Belfontaine</b></p>
--

<p><b>Cahier des Clauses Administratives Particulières</b></p>
--

## Table des matières

Table des matières.....	2
• Article 1 – Caractéristiques principales .....	4
1.1 – Objet du marché .....	4
1.2 – Identification du marché .....	4
1.3 – Lieux d’exécution.....	5
1.3 – Pièces contractuelles .....	5
1.4 – Clause de réexamen.....	6
1.5 – Clauses d’exécution environnementales .....	6
1.6 – Evolution des besoins .....	6
• Article 2 - Durée du marché.....	6
• Article 3 – Prix.....	7
3.1 – Forme des prix .....	7
3.2 – Actualisation des prix.....	7
3.3 – Révision des prix .....	7
• Article 4 – Modalités de règlement .....	9
4.1 – Règlement.....	9
4.2 - Avances.....	9
4.3 - Acompte .....	9
4.4 - Présentation des factures.....	9
4.5 - Délai de paiement .....	10
4.6 - Paiement des cotraitants.....	10
4.7 - Paiement des sous-traitants.....	10
4.8 - Paiement pour solde et règlement partiel définitif.....	10
• Article 5 – Commande des prestations.....	10
• Article 6 – Obligations du Titulaire .....	11
6.1 – Plan de prévention et plan de maîtrise sanitaire .....	11
6.2 – Modalités de livraison.....	11
6.4 – Le personnel du Titulaire .....	11
6.5 – Obligation de conseil .....	12
6.6 – Obligations en cas de pandémie.....	12
6.7 – Respect de la réglementation.....	12
• Article 7 – Contrôle des prestations .....	13
7.1 – Contrôles réalisés par l’Organisme .....	13
7.2 – Vérification des prestations.....	13
7.3 – Commissions .....	13
7.4 – Reporting d’activité .....	14
• Article 8 – Réfactions et pénalités .....	14
8.1 Réfactions .....	14
8.2 Pénalités (dérogation à l'article 14 du CCAG FCS) .....	14
• Article 9 – Obligations administratives.....	16
9.1- Assurances.....	16
9.2- Dispositions relatives au Code du travail et au Code Pénal .....	16
9.3- Obligations du Titulaire d’informer l’UGECAM Bourgogne Franche-Comté de tout changement de situation.....	16
9.4- Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail .....	16
9.5 – Respect de la réglementation en vigueur.....	17
• Article 10 - Sécurité et protection des données .....	18
10.1 Définitions applicables.....	18
10.2 Instructions.....	18
10.3 Désignation d’un Délégué à la Protection des Données .....	19
10.4 Droits d’informations des personnes concernées.....	19
10.5 Exercice des droits des personnes.....	19
10.6 Données sensibles .....	20
10.7 Notification des violations de données personnelles.....	20

10.8	Mesures de sécurité .....	21
10.8	Audits du Titulaire .....	21
10.10	Non-respect des clauses et résiliation.....	22
•	Article 11 - Résiliation et litiges .....	22
11.1	- Résiliation du marché .....	22
11.2	Règlement des litiges.....	23
•	Article 12 – Dérogations au CCAG-FCS .....	23



## Article 1 – Caractéristiques principales

### 1.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de la fourniture de denrées nécessaires au fonctionnement du restaurant de l'EHPAD Belfontaine, ainsi que de la réalisation de prestations de services connexes pour l'aide à la gestion du restaurant. Le présent marché ne comprend donc pas de prestation de préparation de repas.

Le prestataire réalisera les prestations suivantes :

- La gestion de l'acquisition des denrées alimentaires nécessaires au fonctionnement du restaurant de l'EHPAD Belfontaine, comprenant ainsi la fourniture et la livraison des dites denrées,
- L'élaboration des menus. Ces derniers devront prendre en compte l'organisation par l'établissement de repas à thème,
- la prise en compte du respect de l'environnement tout au long de l'exécution des prestations attendues au présent marché,
- la réalisation d'une mission de conseil du Pouvoir Adjudicateur et de l'établissement concernant l'évolution de la réglementation applicable en matière de restauration et de diététique,
- La réalisation d'un bilan mensuel de consommation,
- Le suivi des budgets mensuels,
- La gestion des contrôles d'hygiènes, notamment en missionnant un laboratoire pour réaliser les prélèvements dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le Titulaire pourra être sollicité pour des prestations supplémentaires éventuelles, en lien avec l'objet du présent marché, sur devis.

Pour les prestations exceptionnelles, le Titulaire n'aura pas l'exclusivité.

Le Titulaire pourra être sollicité pour des prestations exceptionnelles, sur devis, qui sont liées à l'objet du marché.

### 1.2 – Identification du marché

#### 1.2.1 - Procédure de passation

Le présent marché est un marché de fourniture au sens de l'article L.1111-3 du Code de la commande publique.

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offre ouvert selon les articles L2124-1, L2124-2 et R.2124-1, R.2124-2 et R2162-3 du Code de la commande publique. Il est également passé selon l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés passés par les Organismes de Sécurité sociale.

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant, au fur et à mesure, par l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il est passé sans montant minimum et avec un maximum estimé à 255 000 € HT par an, soit un total de 765 000 € HT sur la durée totale du marché, toutes reconductions comprises.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R 2122-7 et R2322-12 du code de la commande publique.

### **1.2.2 - Allotissement**

En application des articles L2113-10 et L2113-11 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre n'est pas alloté car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### **1.3 – Lieux d'exécution**

Les prestations seront exécutées dans les locaux de l'EHPAD Belfontaine, situés au 3 rue Georges Bourgoïn, 21121 Fontaine-les-Dijon.

### **1.3 – Pièces contractuelles**

#### **1.3.1 – Pièces particulières**

- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - o Annexe 1 : le Cadre de réponse économique,
  - o Annexe 2 : le Cadre de réponse technique,
- Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières.
- Le Règlement de la consultation (RC)
- L'Offre du Titulaire,
- Les demandes de précision et les réponses apportées lors de l'analyse des offres,
- Les actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché,
- Les bons de commande.

#### **1.3.2 – Pièces générales**

- Le Code de la commande publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG – FCS),
- les normes françaises en vigueur ou toutes autres normes jugées équivalentes transposant les normes européennes,
- les textes réglementaires l'état de santé des personnels amenés à manipuler des denrées alimentaires, l'hygiène alimentaire dans les établissements, le nettoyage du matériel, les conditions d'hygiène relatives au transport des denrées périssables, les conditions d'hygiène de congélation, les conditions d'hygiène des locaux de restauration...
- la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous concernant notamment la réglementation de la vente et mise à disposition de plastiques à usage unique,
- les recommandations formulées par le Groupe d'Etude des Marchés de Restauration Collective et de Nutrition (GEM-RCN).

Bien que non fournies dans le dossier de consultation, ces pièces sont considérées comme connues et acceptées.

Seuls les exemplaires conservés aux archives de l'UGECAM Bourgogne Franche-Comté font foi.

## 1.4 – Clause de réexamen

Le prestataire réalisera les prestations suivantes :

- La gestion de l'acquisition des denrées alimentaires nécessaires au fonctionnement du restaurant de l'EHPAD Belfontaine, comprenant ainsi la fourniture et la livraison des dites denrées,
- L'élaboration des menus. Ces derniers devront prendre en compte l'organisation par l'établissement de repas à thème,
- la prise en compte du respect de l'environnement tout au long de l'exécution des prestations attendues au présent marché,
- la réalisation d'une mission de conseil du Pouvoir Adjudicateur et de l'établissement concernant l'évolution de la réglementation applicable en matière de restauration et de diététique,
- La réalisation d'un bilan mensuel de consommation,
- Le suivi des budgets mensuels,
- La gestion des contrôles d'hygiène, notamment en missionnant un laboratoire pour réaliser les prélèvements dans le respect de la réglementation en vigueur.

Ces adaptations seront négociées entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur et donneront lieu, après accord des parties, à la signature d'un avenant.

## 1.5 – Clauses d'exécution environnementales

Conformément aux dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique, le présent marché introduit des conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte des objectifs de développement durable et qui sont précisés dans le Cahier des Charges Techniques Particulières.

L'attention du prestataire est attirée sur le fait que l'UGECAM BFC a des objectifs de développement durable qu'il devra prendre en compte. Il devra alors porter une attention particulière aux points suivants :

- Le choix des produits en privilégiant notamment des produits frais et de saisons,
- Le développement des circuits courts de commercialisation dans le domaine des produits agricoles peut être favorisé,
- La recherche de la limitation de la production de gaz à effet de serre,
- La réduction des déchets liés à la livraison des denrées (réduction de ces déchets, recyclage),
- La lutte contre le gaspillage alimentaire : adaptation des repas aux consommations observées, conseils apportés à l'organisme...
- L'assistance technique aux équipes de cuisine pour réduire les énergies ou pour mettre en place toute mesure de développement durable.

## 1.6 – Evolution des besoins

Les exigences alimentaires des établissements couverts par les prestations objets du présent marché pourront évoluer en cours de marché, notamment suite à l'évolution des recommandations des instances de santé.



## Article 2 - Durée du marché

La prise d'effet souhaitée du marché est fixée au 1<sup>er</sup> avril 2026.

Le présent marché est conclu pour une période d'un an reconductible tacitement 2 fois, pour une période d'1 an chacune, et dans les mêmes conditions que la période initiale, sans que sa durée totale n'excède 3 ans. Il n'excédera donc pas le 31 mars 2030.

En cas de non-reconduction, l'UGECAM BFC notifie sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 3 mois avant la date d'anniversaire du marché.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent de s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commandes émis pendant la durée de validité du marché pourront continuer à s'exécuter dans un délai de 3 mois après la date de fin du présent marché.



## Article 3 – Prix

### 3.1 – Forme des prix

La forme du prix est mixte et est la suivante :

- Prix forfaitaire pour la réalisation de l'assistance (élaboration des menus, mise à disposition d'un diététicien, contrôles d'hygiène, conseils...).
- Prix unitaires pour les repas et les denrées.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations. Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix du marché.

Les prix indiqués comprennent, pour l'ensemble des documents contractuels du marché, l'ensemble des sujétions nécessaires à la réalisation des prestations, dont notamment toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transports et stockages nécessaires, frais de livraison, réalisation des tests et services d'hygiène, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accidents personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

### 3.2 – Actualisation des prix

Dans le cas où un délai supérieur à trois mois s'écoulerait entre la date d'établissement des prix figurant dans le marché et la date d'effet de l'acte portant commencement de l'exécution des prestations, les prix seront actualisés au 1er avril 2024, en application des articles R2112-11 et R2112-13 du Code de la commande publique et relatif aux règles selon lesquelles les marchés publics peuvent tenir compte des variations des conditions économiques.

Pour actualiser ses prix, le Titulaire se référera aux indices suivants :

- SN : Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Alimentation Identifiant 001759963
- S : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges – Tous salariés – Hébergement, restauration (NAF rév.2 section I) – Base 100 en décembre 2008, identifiant 001565191

et appliquera les formules énoncées à l'article 3.3 sachant que les indices du mois d'origine seront ceux du mois de remise des offres.

### 3.3 – Révision des prix

Les prix des prestations sont fermes durant la première année.

Le prix du repas et des frais fixes sont révisés le :

- 1<sup>er</sup> avril 2027, 2028, 2029

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé mois M0.

En raison des décalages dans la publication des indices, les prestations qui pourraient être réalisées pendant la période d'attente des indices définitifs seront réglées selon les prix du marché en vigueur et une régularisation sera effectuée, nécessitant une facturation/avoirisation complémentaire.

#### **Partie denrées (prix de chaque type de repas) :**

$$P = P^{\circ} \times (0.15 + 0.85 \times S_n / S_n^{\circ})$$

Où

**P** = prix révisé

**P°** = prix initiaux, tels qu'ils ont été définis au mois M0, mois de remise de l'offre

**SN** = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Alimentation Identifiant 001759963, **valeur de l'indice du mois de révision des prix,**

**SN°** = Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Alimentation Identifiant 001759963, **valeur de l'indice du mois M0, mois de remise des offres**

#### **Partie fixe (frais de personnels et frais de fonctionnement)**

$$P = P^{\circ} \times (S / S^{\circ})$$

Où

**P** = Prix révisé

**P°** = prix initiaux, tels qu'ils ont été définis au mois M0, mois de remise de l'offre

**S** = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges – Tous salariés – Hébergement, restauration (NAF rév.2 section I) – Base 100 en décembre 2008, identifiant 001565191, **valeur de l'indice du mois de révision des prix,**

**S°** = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges – Tous salariés – Hébergement, restauration (NAF rév.2 section I) – Base 100 en décembre 2008, identifiant 001565191, **valeur de l'indice du mois M0, mois de remise des offres.**

Le coefficient de révision des prix du marché est arrondi à 3 chiffres derrière la virgule après application des indices de révision.

Le titulaire propose au plus tard un mois avant la date de révision prévue (par courrier recommandé ou par mail avec accusé de réception), les nouveaux bordereaux de prix. L'UGECAM dispose d'une période d'un mois pour accepter ou non ces nouveaux prix.

Dans le cas où l'indice définitif ne sera pas connu à la date de révision, le Titulaire transmettra le nouveau bordereau des prix lors de la publication de l'indice définitif. L'UGECAM BFC disposera également d'un délai d'un mois pour accepter ou non ces nouveaux prix. Une facturation/avoirisation complémentaire sera réalisée pour corriger les factures qui ont été produites dans l'attente des indices définitifs.

Sans réponse de la part de l'UGECAM BFC dans ce délai, la revalorisation des prix est réputée acceptée.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalité.

En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera accepté tacitement par les parties au contrat.



## Article 4 – Modalités de règlement

### 4.1 – Règlement

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées, par application cadre de réponse économique correspondant (annexe financière à l'acte d'engagement).

Ainsi, la facturation s'établit de la manière suivante :

- par multiplication du prix journalier du repas par le nombre de repas commandés dans le mois. Une ligne devra apparaître avec chaque type de repas prévu au marché.
- l'application des frais fixes mensuels qui comprennent les frais de personnel et les autres frais de fonctionnement applicables au mois concerné, tels qu'indiqué dans le Cadre de réponse économique du Titulaire,
- conformément au devis accepté pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande.

### 4.2 - Avances

En application des articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire du marché lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000€ HT dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5%, ou le cas échéant, à 30% pour les PME (article R2191-7 du Code de la commande publique).

En application de l'article R2192-24 le délai de paiement de l'avance interviendra sans formalité dans un délai de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être révisé ni actualisé.

Dans tous les cas, le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Aucune autre avance ne sera délivrée au titre du marché.

### 4.3 - Acompte

Il n'est pas prévu de versement d'acompte.

### 4.4 - Présentation des factures

Après exécution des prestations, les factures seront adressées à l'organisme par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro, après la réalisation des prestations chaque mois.

Dans ce cadre, les informations nécessaires sont les suivantes :

- N°SIRET de l'organisme bénéficiaire : XXXXXXXXXXXXXXXX,
- N° d'engagement juridique : numéro de commande le cas échéant (information obligatoire),
- Code service : information à la demande de l'organisme,
- L'objet de la prestation (Type de repas, la période concernée, nombre de repas du mois concerné, devis)
- La quantité livrée et les prix unitaires pour les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande,

Outre les mentions légales obligatoires, les factures indiquent obligatoirement les références du présent marché.

Pour information, l'État met à disposition des utilisateurs une documentation complète sur le portail Chorus Pro et notamment des notices d'utilisation :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

#### 4.5 - Délai de paiement

Conformément aux articles L2192-10 et R2192-10, le délai global pour procéder au paiement des factures est fixé à 30 jours à dater du jour de réception de la demande de paiement par les services ordonnateurs de chaque établissement.

Les modalités de paiement sont celles décrites dans le décret n°2013-269 du 21 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Afin de ne pas retarder le délai contractuel de paiement, le Titulaire fournira, au plus tard avec sa demande de paiement, **un RIB ou un RIP**.

#### 4.6 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### 4.7 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir Adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du Titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

#### 4.8 - Paiement pour solde et règlement partiel définitif

La demande de paiement pour solde est adressée à l'UGECAM BFC au terme de l'accord-cadre.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le Titulaire ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de 45 jours courant à compter de l'admission des prestations et de la mise en demeure, l'UGECAM BFC peut procéder d'office à la liquidation, sur la base du décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au Titulaire.

En cas de contestation sur les sommes dues, l'UGECAM BFC règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires.



### Article 5 – Commande des prestations

Les commandes seront réalisées directement par l'établissement, à survenance du besoin, selon les modalités proposées par le titulaire.

Les bons de commandes seront notifiés par tout moyen permettant d'en accuser la date de réception.

En cas de commande par mail, le prestataire devra confirmer la bonne réception et la prise en charge par retour de mail.

Les bons de commande préciseront notamment les effectifs et le nombre de repas nécessaires, le prix HT correspondant, le lieu d'exécution.

Ils pourront être signés par le Directeur de l'établissement, son représentant et le chef de cuisine le cas échéant.

Lorsque le Titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, du fait de l'établissement ou du fait d'un cas de force majeure, il pourra demander une prolongation des délais. Pour en bénéficier, il devra en informer l'établissement et / ou le Pouvoir Adjudicateur dans les cinq jours de leur apparition.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et ils pourront être exécutés au plus tard 2 mois après la fin de l'accord-cadre.



## **Article 6 – Obligations du Titulaire**

### **6.1 – Plan de prévention et plan de maîtrise sanitaire**

A l'issue de l'inspection commune du lieu de travail et des installations et avant l'exploitation, l'Organisme établira conjointement avec le Titulaire un plan de prévention.

### **6.2 – Modalités de livraison**

Le titulaire fait effectuer les livraisons selon le type de produit et selon une périodicité permettant à l'établissement de ne détenir qu'un stock de sécurité. Le titulaire garantit le respect des normes réglementaires en vigueur à tous les stades de la prestation y compris lors des livraisons. Ainsi les conditions sanitaires du transport sont au minimum celles édictées par la réglementation en vigueur lors de la livraison.

Le personnel préposé au transport et aux manipulations doit observer les règles de propreté les plus strictes.

Les livraisons ne devront en aucun cas entraver le service des repas.

Les modalités de livraison, dont notamment les heures d'accès des véhicules, sont définies en concertation avec chaque établissement, et figurent dans le CCTP du présent marché.

### **6.4 – Le personnel du Titulaire**

#### **6.4.1 - Formation du personnel**

Le Titulaire devra se conformer à ses obligations légales et réglementaires en la matière. Les formations devront être adaptées aux contraintes spécifiques du poste de travail et des installations.

L'UGECAM BFC se garde la possibilité en cours d'exécution du marché de demander au Titulaire soit les formations effectuées au cours de l'année passée par son personnel, soit le plan des formations à venir au cours de l'année suivante.

#### **6.4.2 - Vêtements de travail du personnel**

Le personnel sera doté :

- de vêtements de travail confortables, esthétiques et d'entretien facile,
- d'accessoires (gants alimentaires jetables, coiffes, masques, etc.) permettant le respect d'une hygiène rigoureuse,
- de chaussures de sécurité antidérapantes et résistantes aux chocs.

La fourniture, le nettoyage et l'entretien des vêtements de travail et des chaussures de sécurité du personnel sont à la charge du Titulaire. Le renouvellement des tenues doit être au minimum journalier.

Le Titulaire mettra à la disposition des agents officiels de contrôles ainsi que des représentants de la personne responsable du marché des vêtements à usage unique (blouses, coiffes, masques, sur chaussures ...).

#### **6.4.3 - Absence prolongée, départ, remplacement du personnel, continuité du service**

Le Titulaire s'engage à assurer la continuité de ses prestations, conformément aux obligations découlant du présent CCAP, pendant toute la durée du marché. Il s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à la continuité des prestations.

A ce titre, en cas d'absence ou de défection d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le Titulaire doit prendre toutes les dispositions pour que l'exécution de la prestation ne s'en trouve pas affectée.

La continuité de service correspond à :

- Soit le remplacement d'un membre de l'équipe agissant pour la réalisation des prestations,
- Soit à défaut de remplacement, proposer toute solution qu'il juge adaptée.

En cas de survenance d'un cas de force majeure, le Titulaire se rapprochera de l'UGECAM BFC pour étudier d'un commun accord, les modalités de service minimum.

En cas de grève de son personnel, le Titulaire s'engage, sans pour autant remettre en cause de droit de grève, à faire tout son possible pour assurer un service minimum.

En cas défaillance de sa part, pour l'établissement concerné, il peut assurer le service, aux frais et risques du titulaire par tous les moyens appropriés sans qu'il puisse s'y opposer ou refuser d'accepter tous frais y afférents.

#### **6.4.5 - Respect des textes relatifs au personnel**

Le Titulaire s'engage à respecter les textes légaux en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale, ainsi qu'en matière d'hygiène et notamment de prophylaxie.

Il devra prendre toutes les mesures nécessaires au respect des certificats d'aptitude délivrés après les visites médicales et analyses obligatoires.

#### **6.5 – Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

De plus, le titulaire est tenu à une mission de conseil auprès de l'établissement, concernant l'évolution de la réglementation applicable au secteur. Cette mission s'applique également en matière de diététique.

#### **6.6 – Obligations en cas de pandémie**

En cas de pandémie, le Titulaire s'engage conformément à son plan de continuité d'activité à assurer sa prestation afin de permettre le fonctionnement du restaurant de l'établissement. Le plan de continuité d'activité doit être fourni à l'UGECAM BFC dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du marché.

Le Titulaire devra se référer à la circulaire DGT/18 du 18 décembre 2007, complétée par la circulaire DGT2009/16 du 3 juillet 2009, relative à la continuité de l'activité des entreprises et aux conditions de travail et de l'emploi des salariés du secteur privé en cas de pandémie grippale.

Il se conformera aux prescriptions/recommandations du gouvernement français en la matière.

Le Titulaire assistera et conseillera l'UGECAM BFC dans le cadre de la gestion d'un risque sanitaire.

A ce titre, il :

- participera à l'évaluation des risques propres à l'Organisme,
- proposera des mesures de prévention adaptées à la situation sanitaire,
- mettra en place des interventions permettant de réduire les risques de contagion sur le lieu de travail tant pour les usagers des sites que pour les agents de propreté intervenant,
- informera ses agents des mesures prises et si nécessaire mettra en place des formations adaptées,
- s'assurera de la bonne appropriation des modes opératoires et des mesures prises.

Il pourrait également lui être demandé d'organiser en lien avec l'UGECAM BFC, une ou plusieurs concertations en cas de situation sanitaire d'urgence. Cette instance permettra la mise en place d'actions permettant de gérer la crise sanitaire rencontrée.

#### **6.7 – Respect de la réglementation**

Le titulaire garantit le respect des normes réglementaires en vigueur à tous les stades de la prestation y compris lors des livraisons.

Le Titulaire doit respecter toute norme législative ou réglementaire d'origine nationale ou européenne concernant les spécifications de salubrité en vigueur au jour et pendant l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage formellement à respecter l'ensemble des dispositions réglementaires ou législatives en vigueur en matière de prophylaxie, d'hygiène et de sécurité et à en rapporter la preuve par tout moyen.



## **Article 7 – Contrôle des prestations**

### **7.1 – Contrôles réalisés par l'Organisme**

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

L'UGECAM BFC se réserve le droit de pratiquer ou de faire pratiquer, sur la base de la législation applicable tous les contrôles jugés nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités de leur exécution avec les clauses du marché et de l'Acte d'Engagement.

Il pourra notamment faire ou faire réaliser :

- tout contrôle portant sur la qualité et la quantité des denrées livrées, cuisinés et prélèvements des surfaces et plus généralement sur le respect des spécifications techniques du marché,
- tout contrôle visant à apprécier le respect de la législation et des normes applicables à tel ou tel produit ou telle ou telle prestation,
- tout prélèvement ou analyse bactériologique (recherches micro biologiques sur un recueil d'un échantillon alimentaire, contrôle biochimique de surface, contrôle hygiénique des cuisines du restaurant).

Afin que les contrôles puissent s'exercer pleinement, il sera mis à disposition tout document utile et nécessaire à l'exercice de ce droit.

La réalisation de contrôles par un service ou un agent spécialisé ne fait pas obstacle aux interventions que ces agents décideraient de leur propre initiative dans l'exercice de leur fonction.

### **7.2 – Vérification des prestations**

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

Les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives sont effectuées à l'instant et sur le lieu de livraison par la personne habilitée de l'établissement.

En cas de vérification satisfaisante, l'admission des prestations est prononcée par apposition du visa de l'établissement sur le bulletin de livraison, sous réserve du contrôle effectué au moment de l'ouverture de l'emballage.

En cas de vérification non satisfaisante d'un point de vue qualitatif, les fournitures sont refusées et doivent être remplacées par le titulaire à ses frais. Dans le cas où les fournitures sans être complètement conformes conviendraient quand même, une réfaction est appliquée d'un commun accord. Le défaut d'accord entraîne le rejet des prestations.

En cas de vérification non satisfaisante d'un point de vue quantitatif, l'admission est ajournée, et le titulaire mis en demeure de fournir le complément de fourniture dans les délais les plus brefs compatible avec la bonne exécution du service.

### **7.3 – Commissions**

Selon les exigences exprimées dans les différents CCTP, une commission des menus et/ ou une commission du restaurant pourront être mis en place.

## 7.4 – Reporting d’activité

Le Titulaire communiquera chaque fin de trimestre, le reporting suivant :

- la synthèse de ses engagements en produits de qualité (part des produits bio, frais, circuits courts, viande de 1ère catégorie, poisson frais...) au sens de la loi EGALIM et de la loi Climat et résilience,
- les analyses des résultats des contrôles bactériologiques et audit,

Un bilan de ces informations sera également fourni entre le 31 décembre et 31 janvier de chaque année.

Les parties pourront convenir ultérieurement de la modification soit du contenu (réduction ou extension) soit de la fréquence de ces reportings.



## Article 8 – Réfactions et pénalités

### 8.1 Réfactions

Il sera fait application de l'article 30.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS) notamment en matière de manquement à la sécurité alimentaire.

### 8.2 Pénalités (dérogation à l'article 14 du CCAG FCS)

L'UGECAM BFC contrôlera les engagements du prestataire et appliquera, en cas de non-respect, les pénalités décrites ci-dessous. Afin de permettre au Titulaire de s'adapter aux objectifs définis dans le marché, il ne sera pas appliqué de pénalités lors des deux premiers mois du démarrage du marché.

Les pénalités ne nécessitent aucune mise en demeure de la part de l'UGECAM BFC. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités pourront être supérieures à 10% du montant total hors taxes du marché. De plus, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités peut dépasser 1000€ HT. L'application des pénalités se fait à la discrétion du Pouvoir Adjudicateur au regard des éventuelles justifications présentées par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG FCS, les pénalités seront déduites directement de la facture sans notification préalable au Titulaire. Une information sur l'application des pénalités lui sera cependant communiquée.

Les pénalités sont indépendantes et cumulatives. Elles ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire reste redevable intégralement de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'Organisme de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du Titulaire.

En tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'un mois d'exécution ne pourra excéder 10 % du montant mensuel des prestations facturées au cours de ce mois.

#### 8.2.1 - Pénalités en cas de discontinuité du service

Le Titulaire s'engage à assurer la continuité du service.

En cas de non-réalisation des prestations le jour J, l'UGECAM BFC pourra faire assurer le service, aux frais et risques du Titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés à sa convenance.

Sauf en cas de force majeure ayant empêché le Titulaire de remplir ses obligations, une pénalité forfaitaire est mise à la charge de ce dernier, égale à 1/10 de la partie fixe du mois pourra être appliquée par l'UGECAM BFC dès la première non livraison des denrées ou en cas de non réalisation des prestations de service connexes et ce par jour constaté.

L'arrêt de travail de son personnel ainsi que l'utilisation du droit de grève n'est pas un cas de force majeure.

### **8.2.2 – Pénalités pour manquement à ses engagements**

Lorsque le Titulaire ne respectera ses engagements notamment :

- En défaut de l'acheminement des denrées (particulièrement abimées à l'arrivée),
- défauts d'étiquetage et d'indication des dates limites de conservation et non-conformité

de bon de livraison.

- Non-respect des recommandations générales et des dates limites de consommation des produits (cf. article 4.4 du CCTP)
- Manque de fraîcheur des produits,
- Défauts d'hygiène.
- en matière d'élaboration des menus,

il encourt une pénalité égale à 150€ HT par manquement constaté.

### **8.2.3 - Pénalités pour non-représentation du prestataire par une personne habilitée lors d'une commission restaurant**

En cas d'absence du diététicien ou de la diététicienne, ou de retard supérieur à 1 heure, et sans prévenance des interlocuteurs de l'UGECAM BFC, une pénalité de 50 € HT sera appliquée.

### **8.2.4 – Pénalité pour retard de livraison**

En cas de retard de livraison des denrées, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt une pénalité de 100 euros HT par journée de retard.

En outre, en cas de livraison non conforme ou partielle ayant entraîné une gêne dans la réalisation des repas ou d'une partie de repas, le titulaire encourt soit une pénalité forfaitaire globale de 100 euros HT.

Pour tout retard et/ou livraison non conforme, l'établissement se réserve le droit d'aller effectuer les achats alimentaires nécessaires pour garantir la préparation des repas.

Ce qui aura pour conséquence, outre la pénalité financière pour la gêne occasionnée, de déduire sur la facture mensuelle correspondante le montant de la dépense.

### **8.2.5 – Pénalité pour non-respect du délai de transmission des menus**

En cas de dépassement du délai contractuel de présentation de menu, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 50 euros HT par jour de retard.

### **8.2.6 – Pénalité pour non-respect des engagements EGALIM**

En cas de non-respect par le titulaire des obligations d'approvisionnement en produits de qualité et durables ou issus de l'agriculture biologique, et hors cas de force majeure rendant impossible l'approvisionnement en ces produits, une pénalité d'un montant correspondant à une somme forfaitaire de 5 % du montant des achats des produits concernés, est appliquée.

Le non-respect de l'obligation est constaté à la réception des justificatifs fournis par le Titulaire.

En cas de non-transmission avérée des justificatifs de ses engagements EGAlim, le retard supérieur à trois (03) mois après la demande écrite du pouvoir adjudicateur, une pénalité correspondant à 5 % du montant d'achat des produits concernés est appliquée.

Le fait de grève du personnel du titulaire, le fait d'arrêt de travail du personnel du titulaire ne peuvent en aucun cas être considéré comme un cas de force majeure.



## **Article 9 – Obligations administratives**

### **9.1- Assurances**

Avant tout commencement d'exécution de la prestation, le Titulaire devra justifier qu'il a souscrit un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile et de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à souscrire toutes assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies notoirement solvables, la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés .

Ainsi en particulier, seront couverts les risques d'intoxication alimentaire des bénéficiaires, du personnel des établissements et des éventuels visiteurs / invités.

Le Titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'Organisme par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Un exemplaire du contrat d'assurance sera transmis et ce, dans un délai maximal de 10 jours francs après la date de réception de la notification du marché par le Titulaire.

### **9.2- Dispositions relatives au Code du travail et au Code Pénal**

Le Titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le Titulaire fournira tous les 6 mois à compter de la notification du marché, les documents prévus aux articles D8222.1 et D8222-5 ou, pour les entreprises étrangères, aux articles D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante.

### **9.3- Obligations du Titulaire d'informer l'UGECAM Bourgogne Franche-Comté de tout changement de situation**

Le Titulaire informe, dans les meilleurs délais, le pouvoir adjudicateur de toute modification affectant son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, raison sociale, etc.) afin que le pouvoir adjudicateur prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

Cette obligation touche également tout changement lié notamment aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, aux informations liées à l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement.

En cas de manquement à cette obligation, le Pouvoir Adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, notamment en matière de retard de paiement.

### **9.4- Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au Titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Organisme se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

## **9.5 – Respect de la réglementation en vigueur**

Le titulaire s'engage formellement à respecter l'ensemble des dispositions réglementaires ou législatives en vigueur en matière de prophylaxie, d'hygiène et de sécurité et à en rapporter la preuve par tout moyen.

L'UGECAM BFC se réserve le droit de faire procéder sur ce point à tout contrôle.

De même, le Titulaire devra respecter la réglementation en vigueur encadrant les conditions sanitaires de transport. Le personnel préposé au transport et aux manipulations doit observer les règles de propreté les plus strictes.

Dans le cas où le titulaire sera amené à réaliser des activités de conditionnement et de déconditionnement de denrées animales et d'origine animale, celui-ci devra disposer de l'agrément des services vétérinaires.

Les établissements d'entreposage et les centres d'emballage devront être soumis aux mêmes exigences.

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour écarter de la manipulation des denrées animales ou d'origine animale nues, les personnes susceptibles de les contaminer jusqu'à ce qu'il soit démontré que ces personnes sont aptes à le faire sans danger. Lors de l'embauche, ce personnel est tenu de prouver par un certificat médical que rien ne s'oppose à son affectation. Le suivi médical de ce personnel doit respecter les prescriptions réglementaires en vigueur (arr. du 3 avril 1996, article 11 al. 4).

### **Loi EGALIM et loi Climat et résilience :**

En application des exigences de la loi « EGAlim » (loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018), l'acheteur le ou les Titulaires devront fournir une proportion minimale 50 % de qualité dont 20% de produits issus de l'agriculture biologique. Les pourcentages sont évalués sur la part des achats de denrées alimentaires. Les familles de produits ciblés sont laissées au choix des candidats.

Le Titulaire devra également présenter des contenants respectueux des dispositions de la loi EGAlim concernant l'utilisation du plastique à usage unique.

De plus, en application de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 dite loi « Climat et résilience », à partir du 1er janvier 2024, cette obligation d'approvisionnement en produits durables et de qualité est complétée par l'obligation pour le Titulaire de fournir de produits alimentaires de qualité et durables correspondant à au moins 60% du montant total HT annuel des achats pour les viandes et poissons.

Pour cela, le prestataire fournir un plan de progrès pour atteindre ces objectifs.

Dans un souci d'amélioration de la qualité, notamment en matière environnementale, des produits consommés dans le cadre du présent marché, le titulaire peut présenter en cours d'exécution un plan de progrès permettant de dépasser les seuils d'approvisionnement en produits de qualité, durables et issus de l'agriculture biologique.



## Article 10 - Sécurité et protection des données

### 10.1 Définitions applicables

Marché : on entend par Marché le présent document et ses annexes, notamment le CCTP.

Données Personnelles : désigne les données qui, au sens du RGPD, correspondent à toute information ou ensemble d'informations se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable.

Responsable du traitement : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement.

Sous-traitant : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données personnelles au nom et pour le compte du responsable du traitement.

Traitement de données personnelles : désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données personnelles, telles que notamment une collecte, une utilisation, ou encore suppression de données.

Violation de données personnelles : tout événement portant sur une violation de la sécurité organisationnelle ou technique, entraînant, de manière accidentelle ou encore illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données personnelles transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

### 10.2 Instructions

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données personnelles nécessaires à la réalisation du Marché.

Le fournisseur Titulaire du Marché est considéré comme sous-traitant de l'UGECAM BFC pour les traitements de données personnelles nécessaires à l'exécution du présent Marché. Le fournisseur Titulaire demeure responsable de traitement pour l'ensemble des traitements de données personnelles mis en œuvre par lui, et pour lesquels aucune instruction documentée de l'UGECAM BFC ne lui saurait communiquée.

Pour l'exécution du service, objet du présent contrat, le Titulaire s'engage notamment au respect des obligations suivantes :

- Traiter les données uniquement pour les finalités de la prestation (conformément à la description des fonctionnalités exigées dans le CCTP) qui font l'objet du Marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'UGECAM BFC, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'UGECAM BFC. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'UGECAM BFC de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs impérieux d'intérêt public ;
- Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en vertu du présent contrat :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.

- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et par défaut de protection des données ;
- Demander l'autorisation préalable à l'UGECAM BFC pour faire appel à un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques nécessaires au présent Marché. Dans un tel cas, il doit informer préalablement et par écrit l'UGECAM BFC de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'UGECAM BFC dispose d'un délai minimum de 15 jours, à compter de la date de réception de ces informations, pour présenter ses objections.
- S'engage à tenir un registre des traitements pour tout traitement de données personnelles effectué dans le cadre du présent Marché ;
- Fournir assistance et collaboration pour la mise en place, le cas échéant, de tout traitement de données personnelles nécessaire pour l'exécution du présent Marché ainsi que pour l'ensemble des documentations et autres éléments permettant le respect des dispositions relatives à la protection des données, y compris assistance dans la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données et, le cas échéant, la réalisation de la consultation préalable ou tout autre contrôle de l'autorité de contrôle compétente ;
- Collaborer et fournir assistance à l'UGECAM BFC pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ainsi que pour la réalisation, le cas échéant, des consultations préalables de l'autorité de contrôle ;
- Informer sans délai l'UGECAM BFC en cas de requête provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le Titulaire.

### **10.3 Désignation d'un Délégué à la Protection des Données**

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'UGECAM BFC le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du Règlement Européen.

### **10.4 Droits d'informations des personnes concernées**

Le Titulaire, au plus tard au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'UGECAM BFC avant la collecte de données. Cette information ne sera pas due en cas de connaissance préalable et suffisante en accord avec les règles de protection des données personnelles des personnes concernées des traitements de données personnelles visés par le présent Marché.

### **10.5 Exercice des droits des personnes**

Le Titulaire doit aider l'UGECAM BFC à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage) ainsi que le droit de disposer de ses données après la mort.

En cas de demande directe exercée auprès du Titulaire par une personne concernée par un traitement de données personnelles ayant pour finalité la réalisation des prestations (conformément à la description des fonctionnalités exigées dans le CCTP) qui font l'objet du contrat, le Titulaire s'engage à recueillir les instructions documentées de l'UGECAM BFC afin de satisfaire cette demande dans les délais légaux. Dans tous les cas, le Titulaire informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait expressément autorisé et seulement sur instruction documentée.

## 10.6 Données sensibles

Si le traitement porte sur des données personnelles révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires, qu'il documentera et justifiera auprès de l'UGECAM BFC, en particulier s'agissant de données de santé.

Le Titulaire se conformera à toute instruction donnée par l'UGECAM BFC quant au traitement de ce type de données.

## 10.7 Notification des violations de données personnelles

Le Titulaire notifie à l'UGECAM BFC toute violation de données personnelles dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'UGECAM BFC, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La documentation utile ci-avant visée contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données personnelles y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données personnelles ;
- La description des mesures prises ou que l'UGECAM BFC propose de prendre pour remédier à la violation de données personnelles, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Tout retard dans la fourniture des éléments ci-avant décrits, et pour tout élément supplémentaire demandé par l'UGECAM BFC, devra être dûment justifié par le Titulaire, dans les conditions édictées par la réglementation relative à la protection des données personnelles.

Seulement après accord écrit de l'UGECAM BFC, le Titulaire pourra notifier à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'UGECAM BFC, les violations de données personnelles dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Seulement après accord écrit de l'UGECAM BFC, le Titulaire communique, au nom et pour le compte de l'UGECAM BFC, la violation de données personnelles à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés de la personne physique concernée.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données personnelles et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données personnelles y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données personnelles concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues

- La description des conséquences probables de la violation de données personnelles ;
- La description des mesures prises ou que l'UGECAM BFC propose de prendre pour remédier à la violation de données personnelles, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

## **10.8 Mesures de sécurité**

Dans le cadre de ses attributions, et compte tenu du contexte réglementaire et légal applicable, le Titulaire fait partie prenante de la sécurité informatique de l'UGECAM BFC.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté aux risques, notamment les règles de sécurité élémentaires telles que communiquées par les autorités ou autres agences gouvernementales compétentes, y compris, entre autres :

- La mise en place de mesures contractuelles garantissant la confidentialité et la sécurité des données traitées dans le cadre du présent Marché ;
- La pseudonymisation et le chiffrement des données personnelles ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données personnelles et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement,
- Toute mesure de sécurité physique, technique et organisationnelle, notamment : la gestion et la traçabilité des accès physiques des personnes sur les sites du Titulaire ou de l'UGECAM BFC, la mise en œuvre de moyens et dispositifs de protection physique des biens et des personnes, etc.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité de l'UGECAM BFC présentes et à venir, et celles définies par lui-même en interne et à tenir à disposition de l'UGECAM BFC toute preuve ou documentation appuyant la mise en place de telles mesures. En particulier, le Titulaire s'engage à informer l'UGECAM BFC de toute anomalie qu'il détectera ayant pour effet une altération, destruction, ou indisponibilité des données qu'il pourra traiter pour son compte ou pour le compte de l'UGECAM BFC.

En cas de données sensibles, le Titulaire s'engage à respecter toute instruction relative à la sécurité informatique de l'UGECAM BFC, en particulier les mesures de sécurité techniques et organisationnelles en place pour la protection de ces données.

## **10.8 Audits du Titulaire**

Dans le cadre des activités de traitements faisant partie du présent Marché, le Titulaire tient à la disposition de l'UGECAM BFC toute documentation relative à la sécurité des systèmes d'informations ainsi que tout élément permettant de démontrer, appuyer ou contrôler le respect des dispositions en vigueur, en particulier celles relatives à la protection des données personnelles et à la sécurité des systèmes d'informations. Le Titulaire mettra à disposition toute information nécessaire, et apportera toute son assistance, sa collaboration et sa contribution pour la réalisation d'audits, inspections ou demandes de documentations auprès de l'UGECAM BFC ou tout autre auditeur qu'il aura mandaté.

L'UGECAM BFC procédera à la communication des modalités de ces audits, inspections ou demandes de documentation auprès du Titulaire, qui s'engage à les respecter. Le cas échéant, l'UGECAM BFC communiquera les résultats d'audit par la rédaction d'un rapport et présentant les anomalies ou recommandations à faire suivre d'actions correctives et suivies par le Titulaire.

Tout audit, inspection ou demande de documentation pourra se réaliser :

- à distance, notamment sur demande écrite de l'UGECAM BFC, par mail, courrier ou tout autre moyen de communication qu'elle jugera adéquat ;

- sur site, dans les locaux du Titulaire, tels qu'identifiés par la comparution des parties du présent Marché ;
- sur instruction documentée de l'UGECAM BFC, par mail, courrier, ou tout autre moyen de communication qu'elle jugera adéquat.

#### **10.10 Non-respect des clauses et résiliation**

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu du présent Marché, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données personnelles jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe dans les meilleurs délais, qui ne sauraient excéder 72h le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données personnelles conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données personnelles par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, de manière constatée notamment par un audit ou des demandes de documentations non satisfaites en application du présent Marché ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

#### **10.11 Sort des données**

Le Titulaire s'engage à ne conserver les données, y compris les données personnelles, au-delà de la durée de conservation, soit fixée par l'UGECAM BFC, soit par les réglementations en vigueur, et, dans tous les cas, pour une durée qui ne saurait excéder la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été traitées dans le cadre du présent Marché.

Au terme du contrat, le Titulaire perd sa qualité de sous-traitant pour l'ensemble des traitements de données personnelles nécessaires à la réalisation du présent Marché.

À la suite de la résiliation du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données personnelles traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données personnelles, dans un format ouvert et interopérable tels que défini par l'état de l'art, au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. A défaut de choix du responsable de traitement, le Titulaire procédera à la suppression de toutes les données personnelles dans les conditions décrites dans le présent Marché. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

Le Titulaire doit justifier par écrit les destructions de données.



### **Article 11 - Résiliation et litiges**

#### **11.1 - Résiliation du marché**

##### **11.1.1 – Résiliation par le pouvoir adjudicateur**

Il sera fait application des clauses prévues au chapitre 7 du CCAG FCS.

De plus, l'UGECAM BFC se réserve la possibilité de mettre fin à l'exécution du présent marché à l'expiration de chaque période d'exécution de six mois à compter de chaque date d'anniversaire, soit le 30 septembre de chaque année, par lettre recommandée avec avis de réception postal, sous respect d'un préavis de quatre mois.

En cas de résiliation anticipée, le titulaire a droit à une indemnité sur la base de l'article 42 du CCAG FCS.

#### 11.1.2 – Résiliation par l'UGECAM BFC et aux torts et aux risques du Titulaire

Par dérogation aux dispositions de l'article 41.1 du CCAG FCS, le marché pourra être également dénoncé le marché pourra être dénoncé par l'UGECAM BFC aux torts et aux risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnité, sur constat d'un manquement à l'une des obligations suivantes :

- continuité du service : l'interruption totale ou partielle du service non justifiée,
- non-respect de la réglementation en vigueur en matière de prophylaxie alimentaire, d'hygiène et de sécurité

Dans le cas de mise en place de nouveau texte, l'UGECAM BFC laissera au Titulaire un délai maximum de 3 mois pour se conformer à la nouvelle réglementation.

- non-respect de ses engagements, au-delà de l'application de 2 pénalités à ce sujet.

Le manquement caractérisé constaté par l'UGECAM sera notifié au Titulaire par mail aux interlocuteurs désignés du Titulaire dans les 5 jours ouvrables suivant le moment où l'UGECAM BFC en aura eu connaissance.

#### 11.2 Règlement des litiges

Dans le cas de litige non réglé par voie amiable entre les parties contractantes, en vertu de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les Marchés des Organismes de Sécurité Sociale, la juridiction compétente est celle de droit commun du lieu du siège du Pouvoir Adjudicateur, à savoir le Tribunal Judiciaire de Nancy :

Tribunal judiciaire de Nancy  
RUE DU GENERAL FABVIER  
54035 Nancy  
Email : tj-nancy@justice.fr  
Tel : 0383908500



#### Article 12 – Dérogations au CCAG-FCS

Articles du CCAG	Articles du présent CCAP qui comprend la dérogation
14	8
11.7	8.2
14.1.1	8.2 à 8.2.6
14.1.2	8.2 à 8.2.6
14.1.3	8.2 à 8.2.6
41.1	11.1.2